



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 218
(Privé)

Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus et la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf

Présentation



Présenté par
M. Réjean Doyon
Député de Louis-Hébert

Éditeur officiel du Québec
1986

Projet de loi 218

(Privé)

Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus et la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf

ATTENDU que la Compagnie de Jésus a été constituée en corporation le 18 mai 1887 par le chapitre 28 des lois de 1887, modifié par le chapitre 128 des lois de 1950-1951, par le chapitre 190 des lois de 1959-1960 et par le chapitre 164 des lois de 1960-1961;

Que le but de l'existence de la Compagnie de Jésus consiste notamment à créer et maintenir des maisons d'éducation, d'études et de retraites et autres oeuvres;

Que le Collège Jean-de-Brébeuf, institué pour des fins d'instruction et d'éducation de la jeunesse, a été constitué en corporation par le chapitre 116 des lois de 1929; que cette corporation formée en partie de prêtres de la Compagnie de Jésus a pour but d'assurer la permanence de l'oeuvre d'éducation et son bon fonctionnement;

Que la Compagnie de Jésus désire se désengager complètement vis-à-vis de l'oeuvre et de la propriété du Collège Jean-de-Brébeuf, moyennant le respect, par les successeurs, de certaines conditions, dont la poursuite de l'oeuvre;

Qu'il est dans l'intérêt public que l'oeuvre soit effectivement continuée;

Que le seul moyen sûr et efficace d'obtenir la garantie de la poursuite de l'oeuvre consacrant la pérennité de celle-ci consiste à créer un lien juridique inaltérable sur les immeubles;

Qu'en vertu des termes des lois constitutives respectives et de leurs amendements, il existe un doute quant au pouvoir de la Compagnie de Jésus et de la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf de transférer leurs immeubles à titre gratuit ou pour un prix inférieur à leur valeur réelle;

Que, par ailleurs, la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39) ne prévoit aucune exemption pour les situations visées par des transactions comme celles qui sont envisagées par les parties et qu'il est dans l'intérêt public d'exempter les parties de payer lesdits droits, compte tenu de la finalité des transactions;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf a le pouvoir de transférer ses immeubles à titre gratuit ou pour un prix inférieur à leur valeur réelle à la Compagnie de Jésus, ce transfert étant exempt du paiement du droit de mutation prévu à la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39), malgré toute disposition législative générale ou spéciale inconciliable avec les présentes.

2. La Compagnie de Jésus a le pouvoir de retransférer lesdits immeubles à titre gratuit ou pour un prix inférieur à leur valeur réelle à la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf, ce transfert étant exempt du paiement du droit de mutation prévu à la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39), malgré toute disposition législative générale ou spéciale inconciliable avec les présentes.

3. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).